

encore ce qu'il a appris sur les genoux de sa mère et que le salariat et le patronat sont à couteaux tirés. Laissez-moi lui apprendre quelque chose. Il n'y a jamais de différend entre le salariat et le patronat, mais il y en a un entre le salarié et le consommateur et entre les salariés, car le patronat est toujours en mesure d'imposer sa hausse de 6 ou 7 p. 100 et y parvient toujours. D'autre part, le salariat déclare: «Nous voulons une hausse de salaire de 10 p. 100.» En définitive c'est le consommateur qui paie 15 p. 100 de plus. C'est une leçon fondamentale d'économie et je prierais le député de s'abstenir de poser des questions avant la fin de mon discours.

A mon avis, le ministre du Travail aurait dû présenter un bill qui reconnaisse le caractère immédiat des problèmes auxquels nous faisons face. Nous connaissons des arrêts de travail. Personne ne saura me convaincre que, si une industrie cesse de travailler pendant 10, 15, 20 ou 30 jours, le PNB peut augmenter. C'est tout simplement impossible. Personne ne peut me convaincre que nos arrêts de travail ne s'élèvent qu'à 16 ou 18 jours par année. Ces débrayages ne suppriment pas les frais d'administration. Une certaine hostilité entre la partie ouvrière et la partie patronale précède les grèves, ce qui fait diminuer la production pendant trois mois. Une fois la grève réglée, il n'y a jamais pleine satisfaction et la production reste inférieure. Dans l'ensemble, j'irais jusqu'à dire que les grèves ou les arrêts de travail représentent une perte de presque 40 jours, et non pas 18. Que personne n'essaie de me faire accroire que les arrêts de travail n'entraînent pas une perte de productivité. C'est à cause de ces arrêts que nous occupons le neuvième rang à l'échelle mondiale pour ce qui est de la productivité et que nous sommes même dépassés par des pays qui ne sont pas considérés comme industrialisés.

• (2.50 p.m.)

Voilà le problème auquel le ministre de la Main-d'œuvre aurait dû faire face et que le ministre des Finances et le gouvernement devront affronter. Il est facile de soutenir qu'il est politiquement dangereux et qu'il faudrait éviter de s'en prendre aux syndicats. Ceux-ci sont formés de Canadiens qui se soucient autant que nous tous du coût de la main-d'œuvre et des produits. Si le gouvernement veut bien admettre que les syndicats sont des organismes permanents qui devraient être dirigés par des représentants élus au scrutin secret, on pourrait, à mon avis, parvenir à un accord permettant de résoudre le contentieux patronal-ouvrier, sans besoin de recourir à l'arrêt de travail. Il y a certainement d'autres moyens que celui-là. Tel est le problème que doit se poser le gouvernement. Quels que soient les efforts qu'on déploierait pour remédier par d'autres moyens à la situation, et quelle que soit la valeur de ce projet de loi, la tâche ne pourra être menée à bien. Un nouveau cycle inflationniste ne tarderait pas à apparaître et il y a tout lieu de croire que M. Young sera encore des nôtres.

Pensez-vous que le gouvernement pourra trouver quelque remède miracle, monsieur l'Orateur. Bien sûr que non. Il devra resserrer le crédit et ce sera de nouveau la ronde infernale. Le gouvernement devrait se rendre compte qu'il ne devrait pas s'en remettre seulement à ce ministre. Tous les ministères devraient s'employer d'arrache-pied à résoudre ce problème d'une manière qui ne créerait pas, directement ou indirectement, un nombre considérable de sans-emploi. Loin de moi l'idée de prétendre que l'action du gouvernement était préméditée car

[M. Otto.]

il n'y a pas eu préméditation. Cependant, tant que le remède à l'inflation consistera uniquement à créer du chômage, nous n'en sortirons pas.

Je voudrais aborder un autre sujet qui concerne notamment le premier ministre (M. Trudeau). Il appartient au gouvernement, à la Chambre et aux Canadiens en général de décider si, sur le plan industriel, nous allons entrer en concurrence avec l'Allemagne, le Japon, les États-Unis, la France etc. ou bien si nous allons jeter le manche après la cognée. Les propos du premier ministre semblaient indiquer que nous n'avions pas besoin d'améliorer nos méthodes de production, que la vie avait autre chose à nous proposer. Il en est peut-être ainsi. Mais tant que nous traiterons avec ces pays, nous serions ridicules de dire que nous n'avons pas à être plus efficaces et que nous devrions profiter de la vie. Tant que les Allemands seront aussi laborieux et productifs, il sera impossible de ne pas laisser entrer leurs produits dans notre pays. Nous devons donc entrer dans le jeu ou nous retirer. Si nous restons, nous devons concentrer nos efforts sur l'efficacité comme sur un mode de vie. Toutefois, dans les dix prochaines années, il faudra mettre l'accent sur la vie économique.

Nous autres, Canadiens, tolérons n'importe quel affront à cause de notre appréhension. Mais dès que quelqu'un s'en prend à notre porte-monnaie, nous devenons prudents, mécontents et vite découragés. Le gouvernement doit au moins réduire le chômage à des proportions négligeables et il est insensé de dire que c'est impossible. Je ne partage aucunement l'avis de ceux qui soutiennent que la grande puissance des Américains rend la chose impossible. Le Canada possède les ressources, il possède la population, et il possède des richesses que les Américains ne peuvent égaler. Aucun autre pays du monde ne le peut non plus. Toutefois, ce qu'il nous faut comme peuple est la volonté. On peut prouver que peu importe jusqu'où peut monter l'inflation aux États-Unis, les Canadiens n'en sont nullement touchés, car c'est nous qui tenons le pouvoir. Le fait est que nous l'ignorons et ne pouvons nous en apercevoir.

C'est pourquoi le gouvernement doit décider sa politique. Acceptera-t-il la théorie que nous devons nous tenir à l'écart; que tout ce qui peut arriver aux États-Unis arrivera au Canada? Ou le gouvernement décidera-t-il que le Canada devrait prendre l'initiative et adopter de nouvelles formules pour diriger notre propre destinée dans la même mesure où nous régissons nos propres ressources, et nous assurer que les Canadiens ont du travail? Nous, au Canada, n'avons pas nécessairement à rester sous l'influence de cette structure fondamentale qui semble dominer jusqu'à notre pensée même.

Enfin, je tiens à mentionner une dernière chose, question très délicate dont le gouvernement devrait s'occuper. Il s'agit de la démission du député de Duvernay (M. Kierans). Il semble que depuis quelque temps la situation ait pris une tournure stalinienne: on tourne le portrait face au mur ou on l'enlève. Bien des députés qui avaient dans leur bureau une photo les montrant en train de serrer la main du député de Duvernay l'ont sûrement descendue.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ils nous les ont données.

M. Benjamin: Et vous serez le prochain, Steve.